

**Conseil de sécurité**Distr.  
GÉNÉRALES/1998/1223  
28 décembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 24 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT  
DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE  
L'ÉTHIOPIE AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte d'un rapport sur les efforts de la Délégation de haut niveau de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée, qui a été présenté à la quatrième session ordinaire de l'Organe central du Mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits, tenue au sommet à Ouagadougou les 17 et 18 décembre 1998 (voir annexe).

Le conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée était une des questions examinées par l'Organe central du Mécanisme de l'OUA à sa quatrième session.

L'Organe central a examiné le rapport de la Délégation de haut niveau de l'OUA sur le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée, a adopté la proposition d'accord-cadre présentée par la Délégation et a affirmé que cette proposition constituait un cadre approprié pour le règlement du différend entre les deux pays. À cette fin, l'Organe central a engagé les deux parties à continuer de coopérer avec la Délégation de haut niveau de l'OUA afin de créer les conditions nécessaires à l'application rapide de l'accord-cadre.

La proposition d'accord-cadre de l'OUA prévoit notamment le retrait des forces armées érythréennes du territoire éthiopien de Badme et de ses environs ainsi que le rétablissement de l'administration civile éthiopienne dans ces territoires. Le Gouvernement érythréen continue de rejeter ces éléments ainsi que les autres éléments centraux de la proposition de l'OUA.

La position de l'Éthiopie concernant la proposition de paix de l'OUA est bien connue. Dans une lettre datée du 12 novembre 1998, le Premier Ministre éthiopien, Meles Zenawi, a informé le Président en exercice de l'OUA, Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, que le Gouvernement éthiopien avait accepté formellement et officiellement la proposition de paix de la Délégation de haut niveau. Cette position de l'Éthiopie a été réitérée lors du sommet de l'Organe central de l'OUA tenu le 17 décembre 1998 à Ouagadougou.

Le Gouvernement érythréen, qui a rejeté la proposition de paix de l'OUA et l'a ramenée à des "points de discussion", continue de saper les efforts de paix de l'OUA en créant la confusion et en lançant des allégations injustifiées contre certains membres de la Délégation de haut niveau de l'OUA et l'OUA

elle-même. Le rejet par l'Érythrée de la proposition de paix de l'OUA et le fait qu'elle persiste à faire pièce à tous les efforts et initiatives de paix montrent à l'évidence que les autorités érythréennes n'ont aucun désir de régler la crise entre l'Érythrée et l'Éthiopie par des moyens pacifiques.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Duri MOHAMMED

## ANNEXE

Rapport sur les efforts de la Délégation de haut niveau de  
l'OUA sur le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée

1. Le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée a été l'un des sujets majeurs de préoccupation des soixante-huitième et trente-quatrième sessions ordinaires du Conseil des ministres de l'OUA et de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, tenues à Ouagadougou (Burkina Faso) du 1er au 10 juin 1998. L'escalade dans le différend, en particulier le recours aux attaques aériennes, fut une source de profonde inquiétude pour les chefs d'État et de gouvernement.

2. Après avoir été largement informée par les Ministres des affaires étrangères d'Éthiopie et d'Érythrée sur les positions de leurs pays respectifs et à l'issue de ses délibérations sur la question, la Conférence des chefs d'État et de gouvernement a adopté une résolution dans laquelle elle a :

- Exprimé sa grave préoccupation face à l'escalade du conflit;
- Fait sienne la résolution pertinente de la soixante-huitième session ordinaire du Conseil des ministres sur la crise entre l'Éthiopie et l'Érythrée, et lancé un appel pressant aux deux parties pour, en même temps et simultanément, mettre un terme à toutes les hostilités, accepter et appliquer les recommandations des facilitateurs;
- Décidé d'envoyer en Éthiopie et en Érythrée une délégation de chefs d'État et de gouvernement de l'Organe central qui sera dirigée par le Président en exercice.

3. Par la suite, lors d'une réunion au sommet de l'Organe central, tenue immédiatement après la clôture de la trente-quatrième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, il fut décidé que la Délégation de haut niveau de l'OUA serait conduite par le Président en exercice et composée des chefs d'État de Djibouti, du Zimbabwe et du Rwanda ainsi que du Secrétaire général de l'OUA.

4. La Délégation de haut niveau de l'OUA a visité l'Éthiopie et l'Érythrée les 18 et 19 juin 1998. En entreprenant sa mission, la Délégation de haut niveau de l'OUA a été guidée non seulement par la lettre, mais aussi par l'esprit de la résolution du Sommet, dont l'objectif ultime était de veiller à ce que tout fût mis en oeuvre pour mettre un terme aux hostilités, parvenir à un règlement pacifique du différend et restaurer un climat de coopération et d'amitié entre les deux pays frères.

5. Dans les deux pays, la Délégation de haut niveau a eu des discussions approfondies avec le Premier Ministre Meles Zenawi et le Président Isaias Afewerki, respectivement. Le Premier Ministre et le Président ont exprimé les positions de leurs pays respectifs ainsi que leur disposition à rechercher une solution pacifique au différend. À cet égard, la partie éthiopienne a réitéré son acceptation des propositions faites par les facilitateurs, lesquelles prévoyaient, entre autres, le redéploiement des forces érythréennes de Badme aux positions qu'elles occupaient avant le 6 mai 1998, ainsi que la

/...

démilitarisation, la délimitation et la démarcation de la frontière commune. La partie érythréenne a, pour sa part, déclaré qu'en ce qui la concernait, le processus de facilitation était terminé. Elle a clairement indiqué qu'elle considérerait les efforts de l'OUA comme constituant une nouvelle initiative. L'Érythrée a également soumis des propositions s'articulant autour de la démilitarisation et de la démarcation de la frontière entre les deux pays.

6. Il convient de noter que, durant la visite de haut niveau de l'OUA, les dirigeants de l'Éthiopie et de l'Érythrée ont exprimé leur soutien et se sont engagés à apporter leur pleine coopération à l'OUA pour assurer le succès de ses efforts.

7. À l'issue de ses discussions avec les dirigeants de l'Éthiopie et de l'Érythrée, la Délégation de haut niveau de l'OUA a publié le communiqué suivant :

"Il n'est point besoin de revenir sur les circonstances qui ont amené le Sommet de l'OUA de Ouagadougou à décider de l'envoi d'une délégation de haut niveau de chefs d'État en Éthiopie et en Érythrée.

Il serait, toutefois, utile de rappeler la décision prise par le Sommet sur cette grave question :

a) Le Sommet a exprimé sa grave préoccupation face à l'escalade du conflit;

b) Le Sommet a lancé un appel pressant aux deux parties pour, en même temps et simultanément, mettre un terme à toutes les hostilités, accepter et mettre en oeuvre les recommandations des facilitateurs;

c) Le Sommet a décidé d'envoyer dans les deux pays une délégation de chefs d'État et de gouvernement.

La Délégation de haut niveau de l'OUA était conduite par le Président Blaise Compaoré, du Burkina Faso, Président en exercice de l'OUA. Elle comprenait également les Présidents Robert Mugabe, du Zimbabwe, et Pasteur Bizimungu, du Rwanda, le Ministre des affaires étrangères de Djibouti, représentant le Président Hassan Gouled Aptidon, Président en exercice de l'IGAD, et le Secrétaire général de l'OUA.

La Délégation a tenu, hier matin, une réunion avec le Premier Ministre Meles Zenawi de la République fédérale démocratique d'Éthiopie. Elle s'est ensuite rendue à Asmara, où elle a rencontré le Président Isaias Afewerki, de l'État d'Érythrée. La Délégation a eu, ce matin, une autre rencontre avec le Premier Ministre Meles Zenawi.

La Délégation a attentivement écouté les deux parties, qui ont exposé leurs positions respectives. Elle s'est félicitée de la réaffirmation par les deux parties de leur disposition à rechercher

/...

une solution pacifique au différend et à éviter une escalade du conflit. Elle s'est également félicitée du climat actuel de retenue et de cessation des hostilités observé par les deux parties.

Il convient de rappeler que les facilitateurs avaient soumis aux deux parties des propositions en vue de réduire les différences qui les séparent. Le Sommet de Ouagadougou avait soutenu ces propositions.

Au cours des discussions avec les deux parties, la partie éthiopienne a réitéré son acceptation des propositions faites par les facilitateurs. La partie érythréenne a, quant à elle, clairement déclaré que la facilitation était terminée.

En conséquence, la délégation n'a pu, à ce stade, faire des progrès quant aux recommandations formulées par les facilitateurs.

L'OUA poursuivra néanmoins ses efforts. La question est trop préoccupante et grave, et mérite une attention continue de l'Organisation.

La Délégation de l'OUA reste, par conséquent, saisie de la question. Elle poursuivra ses efforts au niveau des ambassadeurs des pays membres de la Délégation, des ministres et des chefs d'État. Elle sollicitera la coopération des deux parties pour les aider à rechercher une solution pacifique. À cet égard, la délégation de l'OUA s'appuiera sur les points où il existe une convergence d'approches et de vues entre les deux parties.

Dans l'intervalle, la Délégation de l'OUA invite instamment les deux parties à faire preuve de la plus grande retenue et à éviter de prendre toute action susceptible d'aggraver la tension et de nuire davantage à l'avenir des relations entre les deux pays.

Addis-Abeba, le 19 juin 1998"

8. Dans le cadre de la mise en oeuvre de la décision de la Délégation de haut niveau de l'OUA, un comité des ambassadeurs a été mis en place. Le Comité a adopté le mandat suivant fondé sur les directives de la Délégation de haut niveau :

a) Recueillir, auprès des deux parties, des informations et des données sur l'évolution de la crise et sur toute autre vue supplémentaire qu'elles auraient sur les voies et moyens de résoudre le conflit;

b) Recueillir, auprès des deux parties et de toute autres organisation et agence internationale compétente, des informations qui permettraient de déterminer l'autorité qui administrait Badme avant le 12 mai 1998;

c) Réitérer l'appel lancé aux deux parties par la délégation de chefs d'État de l'OUA lors de sa visite, pour qu'elles :

/...

- Continuent d'observer le moratoire sur les bombardements aériens;
- Maintiennent la présente situation de non-hostilité; et
- S'abstiennent de toute action qui pourrait aggraver la situation et nuire davantage aux relations entre les deux pays (prendre pour cibles les populations civiles et les infrastructures socioéconomiques, mesures contre les nationaux de chaque pays).

9. Le 24 juin 1998, le Secrétariat général de l'OUA a adressé une note verbale aux Ministères des affaires étrangères d'Éthiopie et d'Érythrée, les informant du mandat du Comité et sollicitant la coopération des autorités concernées des deux parties dans l'accomplissement dudit mandat.

10. Le 25 juin, le Secrétaire général a reçu une communication du Ministre des affaires étrangères de l'État d'Érythrée concernant, entre autres, le point b) du mandat relatif à l'administration de Badme avant le 12 mai. Dans cette communication, le Ministre a déclaré :

"Nous ne comprenons pas le bien-fondé de cette tâche. Il importe de garder à l'esprit que Badme est l'une des nombreuses villes érythréennes 'contestées' par l'Éthiopie, quoique, à ce jour, nous ne connaissons pas la totalité des revendications de l'Éthiopie autres que celles qui peuvent être déduites de la carte de la région administrative du Tigré qui recoupe de larges portions du territoire érythréen. Par exemple, il serait également judicieux pour le Comité de recueillir des informations en vue de déterminer l'autorité qui administrait Adi Murug avant juillet 1997. Si l'OUA devait enquêter sur l'une sans le faire sur l'autre, elle préjugerait, ce qui serait inacceptable. En outre, l'administration en elle-même n'a aucun sens si le processus par lequel cette administration a été installée est illégal. Ce qui revêt une importance cruciale, c'est l'emplacement de Badme, d'Adi Murug et d'autres zones à l'intérieur des frontières reconnues. Nous demandons en conséquence que le point No 2 soit supprimé des tâches dans la mesure où il peut être pris en compte dans la tâche No 1."

11. À la suite de cette communication, le Comité a jugé nécessaire d'avoir une réunion avec l'Ambassadeur de l'Érythrée en Éthiopie pour obtenir de lui de plus amples précisions sur la lettre de son ministre des affaires étrangères. Au cours de cette réunion, le Comité a clairement indiqué que son mandat lui a été donné par les chefs d'État et non par les parties. Aussi celui-ci ne peut-il être modifié ni par les parties ni par le Comité lui-même. Le Comité a en outre indiqué que la question de Badme a été incluse dans le mandat en raison des doutes qui l'ont entourée lors des discussions que la Délégation de haut niveau de l'OUA a eues avec le Président de l'Érythrée. Afin de lever ces doutes, les chefs d'État ont décidé de confier au Comité la tâche d'établir l'autorité administrative qui était en place avant les événements du 12 mai 1998.

12. L'Ambassadeur de l'Érythrée a affirmé que son pays avait, par souci de transparence, jugé nécessaire d'informer le Comité de ses réserves avant que ses membres ne se rendent à Asmara (Érythrée). Il a indiqué que le Comité ne

/...

devrait pas se concentrer exclusivement sur Badme, dans la mesure où il existe d'autres zones contestées où des affrontements se sont produits en juillet et août 1997. Toutefois, a-t-il fait observer, les réserves formulées par son pays ne devraient pas être interprétées comme une tentative de la part de l'Érythrée d'imposer un préalable à la visite du Comité à Asmara.

13. Lors d'une réunion ultérieure de ses membres, le Comité a décidé de prendre note des réserves de l'Érythrée. Le Comité a toutefois estimé qu'il ne serait point recommandé pour lui de négocier son mandat avec l'une ou l'autre des parties. Il a, en conséquence, décidé de s'en tenir scrupuleusement à son mandat tel qu'il lui a été confié par les chefs d'État et d'organiser les informations recueillies auprès des deux parties et auprès d'autres sources compétentes d'une manière qui réponde aux attentes des chefs d'État. Une telle approche, a-t-il été conclu, n'implique en aucune façon que le Comité ne tiendra pas compte de toute autre information que lui fourniraient les parties et qui serait de nature à clarifier davantage les données du différend qui oppose l'Éthiopie et l'Érythrée.

14. Sur cette base, le Comité des ambassadeurs<sup>1</sup> a entrepris sa mission à Asmara et à Addis-Abeba du 30 juin au 9 juillet 1998. Dans les deux capitales, le Comité a eu des discussions approfondies avec les dirigeants et de hauts responsables des deux pays ainsi qu'avec les représentants des organisations internationales, du corps diplomatique et des ONG. Ces discussions ont tourné autour des différents éléments du mandat du Comité des ambassadeurs. Les deux parties ont pu présenter, et longuement, leurs positions respectives. Elles ont également réaffirmé leur soutien aux efforts que déploie l'OUA pour régler le différend qui les oppose pacifiquement. Il convient de noter que la partie érythréenne a réitéré ses réserves sur le second point du mandat du Comité relatif à l'administration de Badme.

15. À l'issue de sa mission, le Comité des ambassadeurs a rédigé un rapport exhaustif qu'il a soumis aux ministres des pays membres de la Délégation de haut niveau de l'OUA.

16. Il convient de noter que, dans l'accomplissement de son mandat, le Comité des ambassadeurs avait pleinement conscience de la nécessité de s'acquitter de la tâche qui lui a été confiée avec une probité totale et absolue. À cet égard, les ambassadeurs ont passé le même nombre de jours dans les deux capitales et entrepris les mêmes consultations. Ils ont pris en compte les points de vue des deux parties, et ont veillé à les refléter de manière aussi fidèle et exhaustive que possible dans le rapport.

17. À la suite de la mission d'établissement des faits des ambassadeurs, les Ministres des affaires étrangères du Burkina Faso, de Djibouti et du Zimbabwe, ainsi que le Secrétaire général de l'OUA se sont réunis à Ouagadougou (Burkina Faso) les 1er et 2 août 1998. À cette occasion, ils ont examiné le rapport du Comité des ambassadeurs. Les ministres ont approuvé ledit rapport ainsi que les

---

<sup>1</sup> Le 28 juin 1998, le Président Pasteur Bizimungu du Rwanda a adressé une lettre au Président Compaoré, Président en exercice de l'OUA, l'informant de la décision du Rwanda de se retirer de la Délégation de haut niveau de l'OUA.

observations faites par le Comité des ambassadeurs. Ils ont également examiné un corps de recommandations élaborées par le Comité des ambassadeurs sur la base des conclusions de sa mission. Le Comité ministériel a enrichi les recommandations et les a entérinées. Ces recommandations se fondent sur une approche véritablement africaine. Celle-ci ne vise ni à accuser ni à humilier l'une ou l'autre des parties, mais plutôt à dissiper le malentendu qui a conduit au différend. L'approche est fondamentalement généreuse dans la forme mais ferme sur les principes. Le Comité s'est efforcé, dans ses recommandations, de tenir compte des préoccupations légitimes des deux parties, auxquelles il peut être trouvé, et de manière pacifique, des réponses satisfaisantes.

18. En soumettant ces recommandations comme base d'une solution juste et pacifique, le Comité des ambassadeurs et, par la suite, le Comité ministériel ont pris en compte les propositions antérieures faites par les parties, les propositions soumises par l'Érythrée à la Délégation de haut niveau de l'OUA ainsi que leurs propres vues formées à la lumière des informations recueillies et de leur analyse.

19. C'est dans cet esprit que les recommandations pour un règlement global et durable ont été élaborées et soumises à l'examen de la Délégation de haut niveau de l'OUA.

20. Le Comité ministériel est, en outre, convenu du contenu d'une note introductive qui a été lue, au nom du Comité ministériel, par son président et remise ensuite aux Ministres des affaires étrangères d'Éthiopie et d'Érythrée. Les deux ministres ont été reçus séparément et par deux fois par le Comité ministériel.

21. La note introductive se lit comme suit :

"Monsieur le Ministre,

Permettez-moi, tout d'abord, de vous réitérer mes souhaits de bienvenue à Ouagadougou. Je voudrais aussi, au nom du Comité, vous remercier d'avoir bien voulu répondre à notre invitation en dépit du bref délai dans lequel elle vous est parvenue.

Votre venue à Ouagadougou témoigne de l'attachement de votre pays à la recherche d'une solution pacifique au conflit. Elle témoigne, par ailleurs, de la confiance que votre pays place en l'Organisation de l'unité africaine à travers sa Délégation de haut niveau.

Cet attachement et cette confiance ont été, du reste, amplement manifestés lors de la visite de la Délégation de haut niveau de l'OUA dans votre pays et durant la récente mission du Comité des ambassadeurs.

Comme vous le savez, à l'issue de sa visite à Addis-Abeba et à Asmara au lendemain de la 34e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, la Délégation de haut niveau de l'OUA a, entre autres,

/...



décidé de poursuivre ses efforts au niveau des ambassadeurs, des ministres et à son propre niveau.

Dans ce cadre, une mission a été confiée au Comité des ambassadeurs en vue de :

1) Recueillir, auprès des deux parties, des informations et des données sur l'évolution de la crise et sur toute autre vue supplémentaire qu'elles auraient sur les voies et moyens de résoudre le conflit;

2) Recueillir, auprès des deux parties et de toute autre organisation et agence internationale compétente, des informations qui permettraient de déterminer l'autorité qui administrait Badme avant le 12 mai 1998;

3) Réitérer l'appel lancé aux deux parties par la Délégation de chefs d'État de l'OUA lors de sa visite, pour qu'elles :

- Continuent d'observer le moratoire sur les bombardements aériens;
- Maintiennent la présente situation de non-hostilité;
- S'abstiennent de toute action qui pourrait aggraver la situation et nuire davantage aux relations entre les deux pays (prendre pour cibles les populations civiles et les infrastructures socioéconomiques, mesures contre les nationaux de chaque pays).

Le Comité des ambassadeurs a effectué sa mission dans les deux capitales du 30 juin au 9 juillet 1998, et a soumis au Comité des ministres un rapport exhaustif.

À la lumière de ce rapport et des observations qui y sont contenues, le Comité des ministres s'attelle actuellement à élaborer un corps de recommandations qui, il l'espère, seront de nature à contribuer à la recherche d'une solution pacifique, juste et durable au différend qui oppose les deux pays frères.

Dans sa démarche, le Comité des ministres est animé par le désir profond de contribuer de manière objective et sereine à la recherche d'une issue pacifique au conflit, et ce dans un esprit africain empreint de fraternité et de générosité.

Nous nous emploierons, de tout coeur, à proposer les recommandations qui nous sembleront les plus justes, compte tenu des préoccupations légitimes des parties et au regard des idéaux et des principes de notre organisation continentale. Dans notre démarche, nous sommes guidés par le seul souci d'éviter que l'irréparable ne se produise entre les deux pays frères et qu'une solution pacifique intervienne le plus tôt possible.

/...

Il est évident que, dans une situation telle que celle qui nous préoccupe aujourd'hui, il est difficile de trouver une solution qui satisfasse entièrement les deux parties à la fois. Dès lors, nous nous sommes dit qu'il était possible, nonobstant ces difficultés, de parvenir à une solution acceptable, où chacune des parties, en faisant un pas vers l'autre, contribue à bâtir la paix.

C'est à la lumière de tout cela que j'ai l'honneur, au nom du Comité, de susciter votre réaction face à un certain nombre d'observations qui ont émergé à l'issue de la récente mission que le Comité des ambassadeurs a entreprise à Asmara et Addis-Abeba, conformément au mandat qui lui a été confié par la Délégation de haut niveau de l'OUA.

1. Nous notons que des divergences de points de vue continuent d'exister entre les deux parties aussi bien sur l'origine et l'évolution du différend que sur les questions qui devraient être examinées pour résoudre la crise.

Pour la partie érythréenne, la crise entre l'Érythrée et l'Éthiopie trouve ses origines dans la violation par l'Éthiopie de la frontière coloniale de l'Érythrée et l'occupation de certaines parties de son territoire par la force. Selon elle, il s'agit d'un différend frontalier qui peut être réglé par des moyens techniques et légaux (démarcation et, en cas de différend, arbitrage). Toutes les autres questions, y compris celle de Badme, visent, selon elle, à faire diversion. À cet égard, les autorités érythréennes se sont référées aux propositions qu'elles ont soumises pour un règlement global du différend. L'Érythrée estime que la facilitation est terminée; elle considère en conséquence les efforts de l'OUA comme constituant une initiative nouvelle qui doit servir de cadre pour tous les efforts visant à trouver une solution pacifique au différend.

La partie éthiopienne considère qu'il y a deux questions distinctes dans le présent conflit. Il y a d'abord ce qu'elle considère comme l'agression perpétrée par l'Érythrée, et il importe, selon l'Éthiopie, de défaire cette agression et non de la récompenser. Il y a ensuite le problème du différend frontalier qui doit être examiné une fois que l'Érythrée aura retiré ses forces de Badme et de ses environs. L'Éthiopie continue d'accepter les recommandations des facilitateurs et de considérer le rôle de la Délégation de haut niveau de l'OUA comme consistant à mettre en oeuvre la décision prise par le Sommet de l'Organisation à Ouagadougou et qu'elle a acceptée sans réserve.

2. S'agissant de l'autorité qui administrait Badme avant le 12 mai 1998, et sur la base des informations à notre disposition, nous sommes parvenus à la conclusion que la ville de Badme et ses environs étaient administrés par les autorités éthiopiennes avant le 12 mai 1998. Cette conclusion ne préjuge évidemment pas du statut final de cette zone, qui sera déterminé à l'issue du processus de

/...

délimitation et de démarcation et, si nécessaire, par le recours à l'arbitrage.

3. S'agissant de l'appel lancé par la Délégation de haut niveau de l'OUA aux deux parties pour qu'elles fassent montre de retenue, nous notons avec satisfaction la réaffirmation par les deux parties de leur disposition à accepter l'appel des dirigeants africains :

- Pour ce qui est du moratoire sur les attaques aériennes, les deux parties ont respecté le moratoire;
- Les deux parties ont également maintenu la situation de non-hostilité. Toutefois, il y a lieu de noter une mobilisation importante de troupes de part et d'autre de la frontière;
- S'agissant de l'appel lancé aux deux parties pour qu'elles s'abstiennent de toute action susceptible d'aggraver la situation et de nuire davantage aux relations entre les deux pays, le Comité n'a guère été encouragé par ce qu'il a pu observer s'agissant du traitement des nationaux.
- Concernant la situation des Éthiopiens en Érythrée, le Comité a obtenu des informations sur les interpellations et, dans certains cas, la détention d'Éthiopiens. Des informations parvenues au Comité ont également fait état de l'expulsion d'Éthiopiens de la zone d'Assab. Le Gouvernement érythréen a démenti ces informations et indiqué qu'il était disposé à permettre une vérification indépendante de ces rapports. Le Comité n'a pu établir la réalité d'une action systématique ou officielle dirigée contre les Éthiopiens en Érythrée.
- Concernant la situation des Érythréens en Éthiopie, le Comité a rencontré des déportés érythréens à Asmara ainsi que des internés en Éthiopie. Le Gouvernement éthiopien a justifié son action par des motifs de sécurité nationale, invoquant le fait que, selon lui, les intéressés étaient soit des combattants du EPLF, soit des personnes ayant eu une formation militaire, ou encore des personnes ayant contribué financièrement à l'effort de guerre de l'Érythrée. Toutefois, les conditions dans lesquelles ces déportations se sont déroulées, la décision d'étendre ces mesures aux familles des déportés et le sort réservé à leurs biens sont une source de profonde préoccupation.

L'attention du Comité a été attirée sur les réserves du Gouvernement érythréen sur le point b) du mandat du Comité des ambassadeurs relatif à l'administration de Badme et de ses environs. La réserve du Gouvernement érythréen insiste sur le fait que l'OUA préjugerait du différend si elle enquêtait pour établir quelle autorité administrait Badme sans en faire autant pour d'autres zones

/...

comme Adi Murug avant juillet 1997; l'Érythrée considère cela comme inacceptable. Le Gouvernement érythréen maintient que 'l'administration en elle-même n'a aucun sens si le processus par lequel cette administration a été installée est illégal. Ce qui revêt une importance capitale, c'est d'établir où se situent, à l'intérieur des frontières reconnues, Badme, Adi Murug et d'autres zones'.

Notre comité comprend le point de vue de l'Érythrée sur l'origine du conflit et note, à cet égard, ses préoccupations relatives à des incidents qui seraient survenus en d'autres points de la frontière commune en juillet 1997. Il prend note, en outre, de l'évolution du conflit du fait de l'escalade survenue après le 12 mai 1998. Il n'en reste pas moins d'avis que ce qui s'est passé à Badme entre le 6 et le 12 mai constitue un élément fondamental de la crise. Aussi, le défi à relever consiste à trouver une solution à ce problème particulier, et ce dans le cadre d'un règlement global du conflit dans toutes ses dimensions.

Ce faisant, il s'agira de faire prévaloir un esprit de compromis qui permettra de répondre aux préoccupations fondamentales de chacune des parties dans le respect des principes de notre organisation continentale.

Avant de terminer, permettez-moi de souligner le fait important que tous les regards sont tournés vers l'Afrique et que tous les espoirs sont portés sur le résultat de la mission confiée à la Délégation de haut niveau de l'OUA pour qu'une solution pacifique soit trouvée au conflit. Mais au-delà de l'espoir placé en l'OUA, il demeure que la solution à cette crise dépend, avant tout, de la volonté commune des deux parties de mettre à profit les auspices bienveillantes de notre organisation continentale.

Je vous remercie."

22. Réagissant à la note introductive dont le Président du Comité ministériel a donné lecture, le Ministre des affaires étrangères d'Érythrée a exprimé la satisfaction de l'Érythrée quant à la probité, au professionnalisme et au courage avec lesquels le Comité des ambassadeurs s'est acquitté de sa mission. Il a également déclaré que son pays était redevable au Comité ministériel pour sa gestion juste et impartiale du problème et pour son engagement en faveur d'une solution juste et pacifique. Il a réitéré que le conflit trouvait son origine dans la violation par l'Éthiopie de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de son pays et dans son agression armée contre l'Érythrée en 1997. Le Ministre a réitéré la réserve de son pays concernant le point 2 du mandat du Comité des ambassadeurs parce qu'il "préjuge" du différend et constitue un "a priori en ce sens qu'il épouse la position de l'Éthiopie selon laquelle seule Badme mérite une enquête". Il a objecté à la conclusion selon laquelle Badme et ses environs étaient administrés par l'Éthiopie avant le 12 mai. Le Ministre érythréen a également fait des observations concernant les conclusions du Comité des ambassadeurs sur la situation humanitaire. Il a vivement réagi à l'affirmation selon laquelle les événements survenus à Badme entre le 6 et le 12 mai constituent un élément fondamental de la crise.

/...

23. Dans une intervention antérieure, le Ministre a encouragé l'OUA à "consolider la situation de facto de non-hostilité". À cet égard, il a soumis, au nom de son gouvernement, les propositions suivantes : "cessation immédiate et inconditionnelle des hostilités et pourparlers directs; déploiement, sous les auspices des Nations Unies, d'une force d'observation africaine dans les zones frontalières entre les deux pays afin d'éviter de nouveaux combats".

24. En réponse, le Comité ministériel a déclaré que les ambassadeurs avaient pris en compte les vues des deux parties et s'étaient acquittés de leur tâche sur la base du mandat que leur ont donné les chefs d'État, et ce, avec une probité absolue. Il a réitéré que ce sont les événements survenus à Badme qui ont porté le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée à l'attention de l'OUA et de la communauté internationale et que la question de Badme doit être traitée dans le cadre des efforts visant à trouver une solution pacifique à la crise.

25. Réagissant à la Note introductive, le Ministre des affaires étrangères d'Éthiopie a exprimé la profonde gratitude de son gouvernement pour l'engagement de l'OUA à aider les deux pays à parvenir à un règlement de leur différend. Il s'est déclaré satisfait des conclusions du Comité selon lesquelles Badme et ses environs étaient administrés par l'Éthiopie avant le 12 mai, ce qui, pour son gouvernement, "était évident". À cet égard, il a souligné la nécessité de retourner au statu quo ante, car tant qu'il n'y aura pas de progrès sur cette question, il n'y aura pas de progrès dans la recherche globale de la paix. S'agissant de la situation humanitaire, le Ministre a indiqué que ce que son pays a fait, c'était juste de demander à ceux qui font partie du réseau d'espionnage mis en place par le Gouvernement érythréen en Éthiopie de quitter le pays. Il a déclaré qu'il n'y a aucune comparaison possible entre l'expulsion d'Érythréens d'Éthiopie pour des raisons de sécurité nationale et les massacres d'écoliers innocents à Mekele et Adigrat par les Érythréens, sans même mentionner le traitement inhumain infligé aux Éthiopiens en Érythrée. Il a, toutefois, reconnu que des excès ont pu être commis et a assuré le Comité que le Gouvernement éthiopien s'efforcera de les corriger.

26. Le Comité ministériel a réitéré sa préoccupation face au traitement réservé aux Érythréens en Éthiopie, ajoutant que les mesures qui sont mises en oeuvre risquent de créer la rancœur au sein des populations, et affectent nombre d'innocentes personnes. Tout en reconnaissant les préoccupations légitimes de l'Éthiopie en matière de sécurité, le Comité a exhorté les autorités éthiopiennes à faire preuve de la plus grande retenue et à éviter tout excès.

27. À l'issue de sa réunion à Ouagadougou, le Comité ministériel est arrivé à la conclusion qu'il n'y a pas eu de progrès significatif, dans la mesure où les positions des parties n'ont guère évolué. Il a, toutefois, noté que la forte émotion qui caractérisait l'attitude des deux parties au début de la crise avait quelque peu diminué. Il a également noté qu'au-delà des positions de principe des parties, le problème résidait dans la chronologie des événements. Les ministres ont estimé qu'ils sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient et que toute tentative visant à obtenir des engagements sur les questions clefs risquerait d'entraîner une rupture du dialogue avec les parties. Ils sont convenus de la nécessité d'un travail politique supplémentaire et, à cet égard, ils ont estimé qu'il importait de disposer d'un peu plus de temps. Ils sont

/...

également convenus qu'il serait prématuré, à ce stade, de soumettre les recommandations aux parties, soulignant qu'il appartenait aux membres de la Délégation de haut niveau de l'OUA de le faire, compte tenu du mandat qui leur a été donné. Enfin, les ministres ont approuvé le contenu du communiqué qui devait être lu aux parties et distribué par la suite aux médias.

28. Ce communiqué se lit comme suit :

"Le Comité ministériel des États membres de la Délégation de haut niveau de l'Organisation de l'unité africaine sur le différend entre l'État d'Érythrée et la République fédérale démocratique d'Éthiopie s'est réuni à Ouagadougou (Burkina Faso) du 1er au 2 août 1998, sous la présidence de M. Ablassé Ouedraogo, Ministre des affaires étrangères du Burkina Faso. Ont également pris part à la réunion M. Stan Mudenge, Ministre des affaires étrangères du Zimbabwe, M. Mohamed Moussa Chehem, Ministre des affaires étrangères de Djibouti, ainsi que M. Salim Ahmed Salim, Secrétaire général de l'OUA.

Le Comité a examiné le rapport du Comité des ambassadeurs, qui a effectué une visite en Érythrée et en Éthiopie du 30 juin au 9 juillet 1998 dans le cadre du mandat qui lui a été confié par la Délégation de haut niveau de l'OUA.

Le Comité ministériel a, par ailleurs, tenu des consultations séparées avec les Ministres des affaires étrangères d'Éthiopie et d'Érythrée. Ces consultations ont porté sur le rapport et les observations faites par le Comité des ambassadeurs sur la base de son mandat. Elles ont également porté sur les voies et moyens de promouvoir une solution pacifique, juste et durable au différend actuel entre l'Érythrée et l'Éthiopie.

Le Comité a été encouragé par la disponibilité réitérée des deux parties à rechercher une solution pacifique à leur différend et, à cette fin, à coopérer pleinement avec la Délégation de haut niveau de l'OUA.

Le Comité ministériel soumettra ses recommandations aux chefs d'État membre de la Délégation de haut niveau de l'OUA pour examen et toute action qu'ils jugeraient approprié d'entreprendre.

Le Comité ministériel a réitéré aux deux parties l'appel de la Délégation de haut niveau de l'OUA afin qu'elles continuent d'observer le moratoire sur les attaques aériennes, maintiennent la situation présente de non-hostilité et s'abstiennent de toute action qui pourrait contribuer à aggraver davantage la situation et nuire aux relations entre les deux pays et leurs peuples.

Au terme de ses délibérations, le Comité a été reçu par S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso et Président en

exercice de l'Organisation de l'unité africaine. Le Comité a informé le Président en exercice des résultats de ses travaux.

Ouagadougou, le 2 août 1998"

29. Après la réunion ministérielle de Ouagadougou, l'Éthiopie et l'Érythrée ont rendu publics des communiqués de presse, respectivement les 4 et 5 août 1998 (voir appendices I et II).

30. La Délégation de haut niveau de l'OUA s'est réunie à Ouagadougou les 7 et 8 novembre 1998. Tous les dirigeants membres de la Délégation de haut niveau de l'OUA, à savoir le Président Blaise Compaoré du Burkina Faso, le Président Hassan Gouled Aptidon de Djibouti et le Président Robert Gabriel Mugabe du Zimbabwe ont pris part à la réunion. Celle-ci a également vu la participation du Secrétaire général de l'OUA, M. Salim Ahmed Salim, cependant que le Secrétaire général des Nations Unies était représenté par l'Ambassadeur Mohamed Sahnoun en qualité d'observateur.

31. La réunion a été précédée par des sessions préparatoires, tenues d'abord au niveau des ambassadeurs et ensuite à celui des ministres, en vue de réexaminer les propositions qui avaient été soumises lors des réunions tenues à Ouagadougou en août.

32. La Délégation de haut niveau de l'OUA a approuvé une déclaration qui devait être lue aux deux parties par le Président en exercice au nom de la Délégation. Cette déclaration se présente comme suit :

"Monsieur le Président de l'État d'Érythrée,

ou

Monsieur le Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie,

Je voudrais tout d'abord, en mon nom et en celui des membres de la Délégation de haut niveau de l'OUA, vous souhaiter la bienvenue à Ouagadougou. Votre présence ici est un témoignage renouvelé de votre engagement à privilégier un règlement pacifique et négocié du différend entre l'État d'Érythrée et la République fédérale démocratique d'Éthiopie et à coopérer avec la Délégation de haut niveau de l'OUA. Il n'est point besoin de souligner l'attente mêlée d'espoir et d'anxiété que suscite la présente réunion au sein de la communauté africaine et internationale. Tous les regards sont tournés vers Ouagadougou, avec le souhait ardent de voir l'Éthiopie et l'Érythrée s'éloigner des sentiers de la guerre pour emprunter ceux, ô combien plus exaltants pour les générations actuelles et futures, de la paix, de la concorde et de l'amitié retrouvées.

Au moment où nous nous réunissons ici, nous mesurons combien est grande notre responsabilité : la nôtre évidemment, compte tenu du mandat dont nous avons été investis par nos pairs, mais aussi et

/...

surtout la vôtre en raison des lourdes responsabilités que vous avez vis-à-vis de votre peuple.

Pour notre part, c'est avec un sens particulièrement élevé du devoir et des responsabilités que la Délégation de haut niveau de l'OUA s'est employée, au cours de ces derniers mois, à rechercher les voies et moyens d'un règlement global, pacifique et négocié du différend frontalier entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Il n'est point besoin de revenir ici sur l'atmosphère, empreinte de gravité et d'inquiétude, avec laquelle le Sommet de Ouagadougou a examiné ce différend, alors marqué par une dramatique escalade sur le terrain. Pas plus qu'il n'est nécessaire de faire un rappel détaillé de l'ensemble des efforts déployés par l'OUA depuis l'éclatement de la crise. Je me bornerai à rappeler les principales étapes de l'action de l'Organisation et l'esprit auquel elle a obéi.

Comme vous le savez, à la suite de la résolution adoptée par la 34e session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA et de la réunion de l'Organe central qui s'en est suivie, notre Délégation de haut niveau s'est rendue en Éthiopie et en Érythrée les 18 et 19 juin 1998. Dans les deux pays, la Délégation a eu des entretiens approfondis avec Votre Excellence sur les différents aspects de la crise.

Au terme de notre visite, après avoir souligné l'extrême gravité de la crise et la nécessité pour l'OUA de lui prêter une attention continue, nous sommes convenus de poursuivre nos efforts au niveau des ambassadeurs, des ministres ainsi qu'à notre propre niveau. Dans le même temps, nous avons fait appel aux dirigeants des deux pays pour qu'ils fassent montre de retenue et s'abstiennent de toute action susceptible d'aggraver la situation et de nuire davantage aux relations entre les deux pays.

Afin de recueillir des informations plus précises et plus détaillées sur les divers aspects de la crise, nous avons chargé le Comité des ambassadeurs de se rendre à Asmara et à Addis-Abeba. Le Comité a effectué sa mission dans les deux capitales du 30 juin au 9 juillet 1998 sur la base du mandat que nous lui avons confié. Le Comité a eu des entretiens approfondis avec les autorités des deux pays. Il a également eu des échanges instructifs avec des représentants de la communauté diplomatique et des organisations internationales et non gouvernementales. Il a enfin rencontré des citoyens des deux pays particulièrement affectés par la crise, notamment les personnes déplacées ou détenues.

Ces rencontres multiples ont permis aux ambassadeurs de rassembler une masse considérable d'informations qu'ils ont consignées dans un rapport exhaustif. Le Comité des ambassadeurs s'est attaché, avec un soin particulier, à reproduire aussi fidèlement que possible les positions de chacune des deux parties et les témoignages recueillis à l'occasion de sa mission. Le Comité des ambassadeurs a

/...



remis son rapport au Comité ministériel qui s'est réuni à Ouagadougou les 1er et 2 août 1998.

Le Comité ministériel a fait part aux Ministres des affaires étrangères de l'Érythrée et de l'Éthiopie, qu'il a reçus séparément, des résultats de la mission d'établissement des faits conduite par le Comité des ambassadeurs. À leur tour, les deux parties ont fait part de leurs réactions respectives aux observations faites par le Comité ministériel. Cette réunion ministérielle de Ouagadougou a été encourageante dans la mesure où chacune des parties a réaffirmé à cette occasion sa confiance en l'OUA et en son action, et redit son engagement à coopérer avec l'Organisation dans la recherche d'une solution pacifique et négociée. Le maintien de la situation de non-hostilité et le respect du moratoire sur les bombardements aériens témoignent, au demeurant, de cette confiance.

Tout au long de ses efforts, la Délégation de haut niveau de l'OUA a reposé son action sur les principes pertinents de la Charte de notre Organisation continentale, qu'il s'agisse du règlement des différends entre États membres par des moyens pacifiques, du non-recours à la force ou du respect du principe sacro-saint de l'intangibilité des frontières existant au moment de l'indépendance. C'est la stricte observation de ces principes, pensons-nous, qui constitue la plus sûre garantie du respect de la souveraineté et du droit inaliénable à l'existence indépendante de chacun des États membres de l'OUA.

Tout en appelant de tous ses vœux une solution rapide de la crise, notre Délégation est demeurée constamment habitée par le souci de prendre le temps qu'il faut pour conduire au mieux sa mission de paix. Il nous a paru important de laisser le temps à l'examen approfondi de la situation, des positions et préoccupations des uns comme des autres, ainsi qu'à la réflexion et à l'apaisement des esprits pour nous donner les meilleures chances de nous rendre les plus utiles possible.

Enfin, l'OUA a veillé à conférer à son action un caractère et une perspective africains empreints de compréhension et de fraternité. Ce n'est pas la première fois qu'un différend naît entre deux membres d'une même famille. Dans une telle situation, nous devons puiser au plus profond de la sagesse africaine pour trouver la force d'aller au-delà des contingences du moment, faire preuve de dépassement et accepter de payer le prix de la paix.

Nous sommes, aujourd'hui, réunis pour faire le point de nos efforts et notre espoir est grand de trouver, auprès de vous, un esprit ouvert à notre démarche fraternelle. Nous mesurons l'écart qui existe toujours entre vos positions respectives tant sur l'origine de la crise que sur les voies et moyens pour en sortir.

De notre réflexion, nous tirons la conclusion que les événements qui se sont produits entre les 6 et 12 mai 1998 sont un élément

/...

fondamental de la crise qui s'est développée entre les deux pays. Ce sont ces événements qui ont révélé la crise à la communauté internationale et dont l'OUA a été saisie. Il nous paraît donc tout aussi fondamental que toute recherche de solution pacifique prenne dûment en compte cet élément.

Notre réflexion nous a également conduit à la conclusion que des événements antérieurs à ceux du 6 au 12 mai 1998 ont contribué à la dégradation progressive des relations entre les deux pays. Dans un souci de justice et d'équité, il nous paraît également indispensable que des enquêtes appropriées soient menées aussi bien sur les événements du 6 au 12 mai 1998 que sur ceux qui les auraient précédés, tels que les incidents de juillet et août 1997. Ces enquêtes permettront d'établir les responsabilités dans la détérioration de la situation entre les deux pays.

Au-delà des divergences entre les deux parties quant à l'origine et à la nature du conflit, il convient de relever qu'elles s'accordent de manière générale sur les modalités du règlement du différend frontalier fondé sur la délimitation et la démarcation de leur frontière commune. Cependant, cette convergence trouve difficulté à se traduire dans la réalité du fait de la divergence qui persiste entre les deux parties quant à l'approche.

La partie éthiopienne demande le retrait préalable des forces érythréennes de la ville de Badme et de ses environs et le retour au statu quo ante tandis que la partie érythréenne propose la démilitarisation de la frontière commune à travers le retrait simultané des forces des deux parties.

Notre souci majeur a été et demeure de savoir comment concilier ces deux positions. En notre âme et conscience, nous pensons qu'une solution globale qui s'articulerait autour du redéploiement des forces actuellement présentes dans la ville de Badme et ses environs aux positions d'avant le 6 mai 1998 qui serait supervisé par un groupe d'observateurs et suivi de la démilitarisation de la totalité de la frontière commune constitue une approche qui mérite d'être considérée par les deux parties.

La solution que nous vous proposons est fondée sur le principe que chacune des parties doit avoir la volonté de faire un effort de concession pour permettre une solution globale et pacifique de la crise. Cet effort de concessions faites de part et d'autre sera la clef de voûte d'un accord global de paix dont les détails vous sont soumis dans un document séparé. Un tel accord prendrait également en compte la dimension humanitaire de la crise et, en particulier, les conséquences sur les personnes qui ont été déplacées et qui auraient, de ce fait, subi des pertes de biens. L'OUA et l'ONU seraient les garants de la mise en oeuvre de l'Accord. Elles contribueraient également à la mobilisation des ressources pour assister les parties dans la mise en oeuvre de l'Accord.

Au moment de vous remettre formellement, au nom de la Délégation de haut niveau de l'OUA, ces recommandations, permettez-moi de souligner que le règlement du différend actuel est autant un défi pour l'OUA que pour l'Éthiopie et l'Érythrée : défi pour l'OUA quant à sa capacité à trouver des solutions aux conflits opposant ses États membres, mais aussi défi pour l'Éthiopie et l'Érythrée quant à leur attachement aux principes de l'OUA et au respect qu'elles vouent à notre Organisation.

Telle est notre humble contribution à la recherche d'une solution pacifique, juste et durable à la crise qui oppose vos deux pays. Nous fondons l'espoir qu'elle recueillera votre bienveillante attention. Nous mesurons l'effort et le sacrifice qu'il vous faudra consentir au nom de la paix. C'est au nom de cette même paix que nous voudrions voir revenir entre vos deux pays que nous vous lançons un appel solennel pour que vous examiniez sérieusement les recommandations que nous vous soumettons.

Nous sommes conscients de l'importance des réactions que nous attendons de votre part. Nous vous proposons de prendre un peu de temps pour réfléchir aux propositions. Nous reprendrons nos consultations plus tard ce soir ou demain matin pour vous entendre.

Je vous remercie."

33. La Délégation de haut niveau de l'OUA a également approuvé un corps de propositions d'un accord-cadre pour le règlement pacifique du différend entre l'Érythrée et l'Éthiopie. Ces propositions se lisent comme suit :

"Nous, chefs d'État et de gouvernement, mandatés par la trente-quatrième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine, tenue à Ouagadougou (Burkina Faso) du 8 au 10 juin 1998, à l'effet de contribuer à la recherche d'une solution pacifique et durable au conflit malheureux qui a éclaté entre les deux pays frères, l'État d'Érythrée et la République fédérale démocratique d'Éthiopie;

- Profondément affectés par l'éruption de ce conflit entre deux pays unis par des liens historiques de fraternité et une culture commune;
- Consternés par ce conflit survenu à un moment où la République fédérale démocratique d'Éthiopie et l'État d'Érythrée inauguraient une ère nouvelle de relations bâties sur un partenariat et sur une vision et des idéaux communs quant au devenir de leurs peuples, de la région et du continent tout entier;
- Notant, cependant, que des divergences sont apparues entre les deux pays relatives notamment à leur frontière commune, divergences que les deux pays se sont employés à dissiper pacifiquement;

/...

- Déplorant le fait que, nonobstant ces efforts, un conflit ouvert ait éclaté entre les deux pays frères dont notre trente-quatrième Conférence au sommet a été saisie;
- Rendant hommage aux pays amis pour les efforts louables déployés visant à trouver une solution pacifique au conflit;
- Conscients de ce que le recours à la force engendre des pertes en vies humaines, des destructions de biens et d'infrastructures socioéconomiques ainsi que la division entre les peuples, toutes choses que les deux pays frères et notre continent ne peuvent se permettre à un moment où tous les efforts doivent être orientés vers la promotion de la paix et du développement que nous devons tant à nos peuples;
- Encouragés par l'engagement exprimé par les deux parties à la Délégation de haut niveau de l'Organisation de l'unité africaine à résoudre le conflit par des moyens pacifiques ainsi que par leur réponse positive à son appel en vue de continuer à observer le moratoire sur les bombardements aériens et à maintenir la présente situation de non-hostilité;
- Ayant examiné et entériné le rapport et les recommandations du Comité des ambassadeurs tels que soumis par le Comité ministériel aux parties le 1er août 1998 à Ouagadougou (Burkina Faso);
- Après avoir entendu les deux parties, procédé à une analyse approfondie des positions exprimées par chacune d'entre elles, pris en compte leurs préoccupations légitimes et mûrement réfléchies aux voies et moyens à même de contribuer au règlement pacifique de la crise de manière juste et objective;
- Lançons, au nom de l'Afrique, de ses peuples et de ses dirigeants, un appel solennel et fraternel aux dirigeants de l'État d'Érythrée et de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, afin qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour privilégier le règlement pacifique du différend et trouver une solution juste et durable au conflit;
- Soumettons à la considération des deux parties les éléments ci-après d'un accord-cadre fondé sur les principes suivants :
- Le règlement de la crise actuelle ainsi que de tout autre différend entre elles par des moyens pacifiques et juridiques conformément aux principes consacrés dans la Charte de l'Organisation de l'unité africaine;

- Le rejet de l'usage de la force comme moyen d'imposer une solution à un différend;
- Le respect des frontières existant au moment de l'indépendance tel que stipulé par la résolution AHG/Res.16(I) adoptée par le Sommet de l'OUA tenu au Caire en 1964 et, à cet égard, la détermination desdites frontières sur la base des traités coloniaux pertinents et du droit international applicable en la matière, en ayant recours, pour ce faire, à des moyens techniques pour les démarquer et, en cas de litige, à un mécanisme approprié d'arbitrage;

Recommandons que :

1. Les deux parties s'engagent à mettre fin immédiatement à toutes les hostilités;
2. En vue de réduire la tension et de restaurer la confiance, les deux parties s'engagent à mettre immédiatement fin à toute action et à toute forme de pression de nature à entretenir ou à exacerber le climat d'hostilité et de tension entre elles et à porter préjudice aux efforts visant à trouver une solution pacifique au conflit;
3. En vue de créer les conditions propices à un règlement global et durable du conflit, par le biais de la délimitation et de la démarcation de la frontière commune, les forces armées actuellement présentes dans la ville de Badme et ses environs soient redéployées aux positions qu'elles occupaient avant le 6 mai 1998, en guise de bonne volonté et d'égard pour notre organisation continentale, étant entendu que ce redéploiement ne saurait préjuger du statut final de la zone en question qui sera déterminé à l'issue du processus de délimitation et de démarcation de la frontière et, si besoin est, par le recours à un mécanisme approprié d'arbitrage;
4. Ce redéploiement soit supervisé par un groupe d'observateurs militaires qui sera déployé par l'OUA avec le soutien de l'ONU. Le Groupe d'observateurs militaires assistera également l'administration civile, une fois celle-ci réinstallée, dans le maintien de l'ordre public durant la période intérimaire;
5. a) Le redéploiement s'étende par la suite à toutes les autres zones contestées, dans le cadre de la démilitarisation de toute la frontière commune, comme mesure tendant à dissiper la tension et à faciliter le processus de délimitation et de démarcation. Cette démilitarisation débute par le segment de Mereb Seitit et s'étende ensuite à la zone de Bada et à la frontière dans son ensemble;
- b) Le processus de démilitarisation soit supervisé par le Groupe d'observateurs militaires;
6. a) Les deux parties s'engagent à faire appel aux experts de l'Unité de cartographie des Nations Unies pour procéder, en collaboration avec l'OUA et d'autres experts agréés par les deux

/...

parties, à la délimitation et à la démarcation de la frontière entre les deux pays dans un délai de six mois qui pourrait être prorogé sur recommandation des experts;

b) Une fois que la frontière aura été entièrement délimitée et démarquée, l'autorité légitime exerce immédiatement pleine juridiction et souveraineté sur les territoires qui auront été reconnus comme étant les siens;

7. Afin de déterminer les origines du conflit, une enquête soit ouverte sur les incidents du 6 mai 1998 et sur tout autre incident antérieur à cette date qui aurait contribué à créer des malentendus entre les deux parties à propos de leur frontière commune, y compris les incidents de juillet-août 1997;

8. a) Sur le plan humanitaire, les deux parties s'engagent à mettre fin aux mesures prises à l'encontre des populations civiles et à s'abstenir de toute action de nature à causer davantage de souffrances et de peines aux ressortissants de l'autre partie;

b) Les deux parties s'engagent également à traiter de l'impact socioéconomique négatif de la crise sur la population civile, en particulier les personnes qui ont été déportées;

c) Afin de contribuer à l'instauration d'un climat de confiance, l'OUA, en collaboration avec les Nations Unies, déploie une équipe d'observateurs des droits de l'homme dans les deux pays;

9. a) Afin de déterminer les modalités d'application de l'accord-cadre, il soit constitué un comité de suivi entre les deux parties qui sera placé sous les auspices de la Délégation de haut niveau de l'Organisation de l'unité africaine avec la participation active et l'assistance de l'Organisation des Nations Unies;

b) Le Comité commence ses travaux dès la signature de l'accord-cadre;

10. L'OUA et les Nations Unies, en étroite collaboration avec la communauté internationale, en particulier l'Union européenne, s'efforce de mobiliser des ressources pour la réinstallation des personnes déplacées et la démobilisation des troupes déployées présentement à la frontière commune des deux pays;

11. L'Organisation de l'unité africaine, en coopération étroite avec l'Organisation des Nations Unies, se porte garante de la mise en oeuvre scrupuleuse de toutes les dispositions de l'accord-cadre dans les meilleurs délais possibles."

34. Les propositions ont été formellement soumises aux deux parties par le Président en exercice, au nom de la Délégation de haut niveau de l'OUA, dans la soirée du 7 novembre 1998. Il convient de relever ici que la Délégation de haut niveau de l'OUA n'a pu, contrairement à ce qui était initialement prévu,

rencontrer séparément les deux parties le 7 novembre, et ce en raison des réserves exprimées au Président en exercice par le Président de l'Érythrée, Isaias Afeworki, quant à la présence de Djibouti à la réunion, qu'il accuse de "soutenir l'Éthiopie dans son effort de guerre".

35. Le lendemain, après les consultations entreprises par le Président en exercice et le Président Mugabe, la Délégation de haut niveau de l'OUA a rencontré séparément les deux parties.

36. La Délégation a d'abord rencontré le Premier Ministre Meles Zenawi, qui s'est félicité des efforts et des propositions de la Délégation de haut niveau de l'OUA. Il a sollicité auprès de la Délégation de haut niveau des éclaircissements s'articulant autour des points suivants :

- L'identification des troupes qui devraient être redéployées de la ville de Badme et de ses environs qui, selon lui, sont les "troupes érythréennes";

Sur cette question, la Délégation de haut niveau a confirmé qu'il s'agit des troupes érythréennes.

- La définition de la ville de Badme et de ses environs, qu'il interprète comme représentant "l'ensemble des territoires éthiopiens occupés depuis le 6 mai 1998";

La Délégation de haut niveau a pris note de la position du Premier Ministre Meles Zenawi. Il n'y a toutefois pas eu d'autres discussions sur cette question.

- L'administration civile qui, selon lui, devrait "inclure la restauration de l'administration avec tous ses organes chargés de l'ordre public, à l'exception de l'armée".

La Délégation de haut niveau est convenue avec le Premier Ministre Meles Zenawi que le Groupe d'observateurs militaires ne devrait pas se substituer à l'administration civile dans ses fonctions de maintien de l'ordre public. Selon la Délégation de haut niveau, le Groupe d'observateurs militaires devrait assister, en cas de besoin, l'administration dans le maintien de l'ordre public.

37. Au cours de la réunion avec le Président Isaias Afeworki, celui-ci a exprimé sa profonde appréciation des efforts déployés par la Délégation de haut niveau de l'OUA pour contribuer à la recherche d'une solution pacifique au conflit. Dans sa déclaration :

- Il a réitéré que "le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie est un différend frontalier qui doit être réglé par le respect scrupuleux des frontières coloniales érythréennes héritées de l'Italie" qui, selon lui, ont été "violées de façon flagrante par l'Éthiopie";
- Il a également réitéré le fait que "la nécessité pour les deux parties de rejeter clairement l'usage de la force pour résoudre le différend".

/...

À cet égard, il a réaffirmé "l'engagement de l'Érythrée à une cessation des hostilités";

- Il a considéré "la cessation des hostilités comme une condition suffisante pour le déploiement d'une force d'observateurs et pour une prompte démarcation de la frontière";
- Il a déclaré qu'en attendant "qu'une enquête soit menée sur les événements de juillet-août 1997 et de mai 1998, toute affirmation qui préjuge des origines du conflit ne peut nullement se justifier". Il a ajouté que "s'il s'agit d'une question de bonne volonté, alors ce sont les deux parties qui doivent être interpellées. La même logique s'applique à l'administration";
- Finalement, il a déclaré que "la détention et la déportation de civils innocents du fait de leur nationalité se font uniquement par l'Éthiopie. La justice commande que les appels du Sommet soient lancés uniquement à la partie éthiopienne."

38. À la suite de ses rencontres séparées avec les dirigeants de l'Éthiopie et de l'Érythrée, la Délégation de haut niveau de l'OUA a procédé à une évaluation des résultats atteints. Les dirigeants sont convenus qu'une étape importante a été franchie avec la soumission des propositions aux deux parties. Ils ont estimé qu'il revenait maintenant aux deux parties de réagir à ces propositions. Ils sont également convenus que la Délégation de haut niveau de l'OUA poursuivra ses efforts jusqu'à la tenue du Sommet de l'Organe central auquel elle rendra compte de ses efforts. Enfin, ils ont adopté un communiqué de presse qui se lit comme suit :

"La Délégation de haut niveau de l'OUA sur le différend entre l'Érythrée et l'Éthiopie s'est réunie à Ouagadougou (Burkina Faso), les 7 et 8 novembre 1998, sous la présidence de S. E. Blaise Compaoré, Président en exercice de l'OUA. Le Président de la République de Djibouti, S. E. Hassan Gouled Aptidon et le Président de la République du Zimbabwe, S. E. Robert Gabriel Mugabe, ont pris part à la réunion.

Le Secrétaire général de l'OUA, le docteur Salim Ahmed Salim, a également participé à la réunion.

Le Secrétaire général de l'ONU était représenté par l'Ambassadeur Mohamed Sahnoun en qualité d'observateur.

La Délégation de haut niveau a examiné et adopté un ensemble de propositions constituant les éléments d'un accord-cadre pour le règlement pacifique du différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Ces propositions ont été communiquées au Président de l'État d'Érythrée, S. E. Isaias Afewerki et au Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie, S. E. Meles Zenawi, par le Président en exercice de l'OUA au nom de la Délégation de haut niveau.

Les deux dirigeants ont été reçus séparément par la Délégation de haut niveau, qui a recueilli leurs observations préliminaires et

/...



apporté les éclaircissements sollicités par les parties sur certains aspects des propositions.

La Délégation de haut niveau a réitéré aux deux parties son entière disposition à poursuivre ses efforts et les exhortées à lui faire connaître ultérieurement leurs réponses définitives aux propositions qui leur ont été soumises.

En attendant, la Délégation de haut niveau réitère son appel aux deux parties afin qu'elles continuent de faire preuve de retenue.

La Délégation de haut niveau réitère sa haute appréciation aux deux parties pour la confiance qu'elles placent en l'OUA.

La Délégation de haut niveau soumettra un rapport sur les efforts qu'elle a déployés à l'Organe central du Mécanisme de l'OUA pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits lors de sa prochaine session au sommet.

Ouagadougou, le 8 novembre 1998"

39. Au terme de la réunion, les membres de la Délégation de haut niveau sont convenus que le Président en exercice écrirait aux chefs d'État et de gouvernement des pays membres de l'OUA et leur communiquerait les propositions soumises aux parties. Ils sont également convenus que le représentant du Président en exercice informerait séparément les représentants de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique à Ouagadougou du déroulement de la réunion et leur remettrait les propositions. Cette décision a été prise en raison du rôle et de l'implication de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique dans les efforts visant à trouver une solution pacifique au différend.

40. Il a en outre été convenu que le Président Compaoré et le Secrétaire général de l'OUA devraient rencontrer le Président Isaias Afewerki et le Premier Ministre Meles Zenawi avant leur départ de Ouagadougou. Ils ont saisi l'occasion de leurs rencontres avec les deux dirigeants pour leur exprimer l'appréciation de la Délégation de haut niveau de l'OUA pour leur participation à la réunion et leur réitérer l'appel de la Délégation pour la retenue pendant que les efforts se poursuivent.

41. Après la réunion de la Délégation de haut niveau de l'OUA, l'Éthiopie et l'Érythrée ont rendu publics, le 9 novembre 1998, des communiqués de presse (voir appendices III et IV).

42. Il convient de noter qu'après la réunion de Ouagadougou de la Délégation de haut niveau, le Premier Ministre Meles Zenawi a, le 12 novembre 1998, adressé au Président en exercice de l'OUA une lettre confirmant l'acceptation formelle et officielle par le Gouvernement éthiopien des propositions de paix de la Délégation de haut niveau "telles que clarifiées lors de notre réunion à Ouagadougou" (appendice V).

/...

43. Il importe également de noter qu'aussi bien l'Union européenne que le Conseil de sécurité des Nations Unies ont fait, le 13 novembre 1998, des déclarations sur le résultat de la réunion à Ouagadougou de la Délégation de haut niveau de l'OUA. La déclaration de l'Union européenne se lit comme suit :

"À la lumière des informations fournies par le Président en exercice de l'OUA, l'Union européenne se félicite des efforts de la Délégation de haut niveau de l'OUA visant à contribuer au règlement pacifique du conflit éthio-érythréen, lors de la réunion tenue sous la présidence de S. E. M. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso et Président en exercice de l'OUA, S. E. M. Hassan Gouled Aptidon, Président de la République de Djibouti, et S. E. M. Robert Gabriel Mugabe, Président de la République du Zimbabwe, à Ouagadougou, les 7 et 8 novembre 1998.

L'Union européenne soutient fermement les propositions d'un accord-cadre de la Délégation de haut niveau et exhorte les deux parties à s'engager à accepter pleinement et sans équivoque ces propositions.

Dans ce contexte, l'Union européenne prend note avec satisfaction de ce qu'une des parties a déjà accepté sans réserve les propositions de l'OUA et espère que l'autre partie, qui ne les a pas rejetées, sera en mesure d'y souscrire dans un très proche avenir. L'Union européenne reste disposée à contribuer à la mise en oeuvre de ces propositions. L'Union européenne fait, en outre, sien l'appel lancé par la Délégation de haut niveau de l'OUA aux deux parties pour qu'elles fassent montre de la plus grande retenue."

44. La déclaration faite par le Président du Conseil de sécurité des Nations Unies se lit comme suit :

"Les membres du Conseil ont confirmé l'appui total du Conseil aux efforts de l'OUA visant à promouvoir un règlement entre l'Éthiopie et l'Érythrée. Le Conseil appuie les propositions des chefs d'État de l'OUA sur l'Éthiopie et l'Érythrée, lesquelles sont justes et équilibrées. Le Conseil encourage les parties à faire montre de flexibilité et à réserver un examen attentif à ces propositions. Le Conseil en appelle aux parties pour qu'elles s'abstiennent de recourir à la force au moment où elles recherchent une solution pacifique au conflit à travers ce processus. Le Conseil demande que les parties garantissent la sécurité et la liberté d'action des ONG. Le Conseil invite le Secrétaire général à examiner la façon dont les Nations Unies pourraient répondre à la demande formulée par l'OUA pour une assistance des Nations Unies au cas où les propositions de l'OUA seraient acceptées par les deux parties. Enfin, le Conseil se félicite des efforts de l'Ambassadeur Sahnoun, l'Envoyé spécial, ainsi que des autres efforts bilatéraux en cours sur la même question."

Appendice I

Le communiqué de presse publié par le Ministère des affaires étrangères d'Éthiopie le 4 août 1998 se lit comme suit :

"Le Ministre éthiopien des affaires étrangères est revenu à Addis-Abeba le lundi 3 août 1998, tard dans la journée, en provenance de Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, où ont eu lieu des pourparlers avec le Comité ministériel de l'OUA, qui est composé du Burkina Faso, de Djibouti et du Zimbabwe ainsi que du Secrétaire général de l'OUA, Salim Ahmed Salim.

L'objectif de ces pourparlers était de discuter, avec les parties éthiopienne et érythréenne, du rapport de la mission d'établissement des faits du Comité des ambassadeurs mis en place par la Délégation de haut niveau de l'OUA pour aider au règlement de la crise entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Le Comité des ambassadeurs avait pour mission de :

- Recueillir, auprès des deux parties, des informations sur l'évolution de la crise;
- Recueillir, auprès des deux parties et de toute autre organisation et agence internationale compétente, des informations qui permettraient de déterminer l'autorité qui administrait Badme avant le 12 mai 1998.

À son retour des pourparlers de Ouagadougou, le Ministre des affaires étrangères a déclaré que le Comité ministériel de l'OUA a communiqué aux deux parties le rapport du Comité des ambassadeurs qui est parvenu à la conclusion que :

- L'Éthiopie administrait la ville de Badme et ses environs avant le 12 mai 1998;
- Ce qui s'est passé à Badme entre le 6 et le 12 mai 1998 constitue un élément fondamental de la crise.

Le Ministre des affaires étrangères Seyoum Mesfin a en outre fait observer que la conclusion de la mission d'établissement des faits du Comité des ambassadeurs a démontré que les allégations en sens contraire faites par le régime érythréen étaient des mensonges flagrants.

Dans l'intervalle, le Ministère des affaires étrangères a déclaré que l'information entendue sur la BBC le 4 août 1998 selon laquelle le Ministre des affaires étrangères Seyoum Mesfin a accepté la mise en place d'une 'zone neutre tenue par des soldats des Nations Unies et de l'OUA comme geste de bonne volonté' est inexacte. Elle est le résultat de l'entreprise de désinformation une fois encore conduite

/...

par le Ministre érythréen des affaires étrangères pour induire la communauté internationale en erreur.

Mardi, 4 août 1998"

## Appendice II

Le communiqué de presse publié le 5 août 1998 par le Ministère érythréen des affaires étrangères se lit comme suit :

"Le Comité ministériel de l'OUA sur le différend frontalier entre l'Érythrée et l'Éthiopie soumettra ses recommandations aux chefs d'État des trois pays qui le composent dans les tout prochains jours. Le Comité a souligné que ces recommandations seront 'justes et prendront en compte les préoccupations légitimes des parties ainsi que les idéaux de l'OUA'.

Le Comité ministériel, qui comprend le Burkina Faso, le Zimbabwe et Djibouti, s'est réuni à Ouagadougou du 1er au 2 août 1998 pour examiner le rapport du Comité des ambassadeurs qui s'est rendu en Érythrée et en Éthiopie au début de ce mois. Des sessions séparées avec les Ministres des affaires étrangères de l'Érythrée et de l'Éthiopie ont également eu lieu; elles ont permis de procéder à un échange de vues et d'explorer les voies d'une solution pacifique.

Dans son communiqué final, le Comité ministériel s'est félicité de 'la disponibilité réitérée des deux parties à rechercher une solution pacifique à leur différend' et les a exhortées 'à continuer à observer le moratoire sur les attaques aériennes ainsi que la présente situation de non-hostilité'. Le Gouvernement de l'Érythrée a exprimé son engagement pour une cessation immédiate et inconditionnelle des hostilités et le déploiement d'une force africaine d'observation sous les auspices des Nations Unies, en attendant une solution globale au conflit. Mais le Ministre éthiopien des affaires étrangères a affirmé aux ministres que l'Éthiopie n'accepte ni la cessation des hostilités ni le déploiement d'une force d'observation.

S'agissant des aspects les plus fondamentaux du conflit, le Comité ministériel a noté que les deux parties continuaient 'd'avoir des vues divergentes aussi bien sur l'origine et l'évolution du différend que sur les questions qui devraient être examinées pour résoudre la crise'. Mais, a-t-il ajouté, cela ne devrait pas empêcher l'esprit de 'compromis de prévaloir', ce qui permettra de répondre aux préoccupations fondamentales de chacune des parties dans le respect des principes de l'OUA.

Le Gouvernement de l'Érythrée a, tout au long de la crise, souligné que la cause profonde du différend tenait à la violation par l'Éthiopie des frontières coloniales de l'Érythrée. En conséquence, toute attitude tendant à se concentrer sur des questions d'importance secondaire sera futile et ne pourra que faire dérailler le processus de paix. L'insistance mise par l'Éthiopie pour que soit d'abord déterminée 'quelle autorité administrait Badme avant les incidents du 6 mai 1998' était en réalité une manoeuvre d'obstruction visant à compliquer le processus de paix. Cette insistance a permis de camoufler l'usage de la force par l'Éthiopie en juillet 1997 pour occuper Adi Murug et envahir des zones aux alentours de Badme. Dans

/...

ces circonstances, 'l'administration' en elle-même n'a aucune pertinence si le processus par lequel elle a été établie est illégal. Ce qui revêt une importance capitale, c'est d'établir où se situent, à l'intérieur des frontières reconnues, Badme, Adi Murug et d'autres zones.

Le Comité ministériel a souligné qu'il 'comprenait le point de vue de l'Érythrée sur l'origine du conflit' ainsi que ses préoccupations quant aux incidents qui seraient survenus en d'autres points de la frontière commune en juillet 1997'. Il a noté que la ville de Badme était administrée par les autorités éthiopiennes avant l'éclatement de la récente série d'incidents, mais a admis que cela 'ne préjuge évidemment pas du statut final de cette zone qui sera déterminé à l'issue du processus de délimitation et de démarcation et, si nécessaire, par le recours à l'arbitrage'.

S'agissant des violations des droits de l'homme et du traitement des nationaux des deux parties, le Comité ministériel a affirmé 'n'avoir pu établir la réalité d'une action systématique ou officielle dirigée contre les Éthiopiens en Érythrée'. À l'inverse, il a exprimé sa profonde préoccupation au regard 'des conditions dans lesquelles les déportations d'Érythréens ont été conduites par le Gouvernement éthiopien, de la décision d'étendre ces mesures aux familles des déportés et du sort réservé à leurs biens'.

Ministère des affaires étrangères

Asmara, 5 août 1998"

### Appendice III

Communiqué de presse publié le lundi 9 novembre 1998 par le Bureau du porte-parole du Gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie :

"Le Comité de l'OUA, qui s'est réuni cette fin de semaine à Ouagadougou, a présenté une proposition de paix à l'Éthiopie et à l'Érythrée. La proposition est conforme à la résolution antérieure de l'OUA qui stipule que l'Érythrée doit se retirer de Badme et de ses environs aux positions qu'elle occupait avant le 12 mai et que l'administration civile éthiopienne doit être réinstallée.

Des points d'éclaircissement ont été soulevés par la délégation éthiopienne, conduite par le Premier Ministre Meles Zenawi. Ces éclaircissements ont été sollicités car il était important que tous les points fussent clairement formulés, surtout compte tenu de la tendance du Gouvernement érythréen à être sélectif sur les faits qui sont établis par de telles réunions. Étant donné la proposition de paix et les éclaircissements satisfaisants qui ont été apportés, l'Éthiopie a accepté, sans réserve, le plan proposé par l'OUA.

Quant à la partie érythréenne, elle estime que toute évocation de Badme rend la question triviale. Badme serait une question secondaire, le véritable problème étant le règlement du conflit frontalier. L'Érythrée a rejeté le plan proposé et déclaré que toute idée de retrait de sa part ne serait jamais acceptée.

Cette réponse faite de mépris reflète la déclaration antérieure suivante du Président Isaias : 'Nous avons toujours été là (Badme) et nous y resterons' et 'un retrait de l'Érythrée de Badme est impensable – c'est comme si on suppose que le soleil ne se lèvera plus jamais'.

Le rejet continu par l'Érythrée d'une solution pacifique procède du même mépris qu'elle a affiché envers ses voisins et envers l'OUA, ainsi que de son mépris, empreint d'arrogance, du droit international et des organisations internationales dont les points de vue ont été catégoriquement rejetés.

Face à l'intransigeance de l'Érythrée, le Sommet de Ouagadougou ne pouvait que décider de saisir l'Organe central de l'OUA pour le règlement des conflits du plan de paix et des réponses obtenues des deux parties."

#### Appendice IV

Communiqué de presse rendu public, le lundi 9 novembre 1998, par le Ministère des affaires étrangères de l'État d'Érythrée :

"Le Comité des chefs d'État de l'OUA sur le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie, qui s'est réuni à Ouagadougou les 7 et 8 mai, a invité les deux parties à réfléchir sur les points de discussion qui leur ont été remis. Le Comité a déclaré que le problème fera encore l'objet d'un examen approfondi à la prochaine réunion de l'Organe central de l'OUA qui se tiendra au mois de décembre.

Le Comité a pris cette décision faute d'avoir pu rapprocher suffisamment les positions des deux parties. Comme toujours, le principal obstacle a été le préalable de l'Éthiopie d'un retrait inconditionnel de l'Érythrée d'un territoire qui est érythréen. L'insistance de l'Érythrée pour que la réunion 'débouche à tout le moins sur la signature d'un accord de cessation des hostilités même si toutes les questions en suspens ne pouvaient être réglées à la fois', n'a pu se matérialiser du fait de son rejet catégorique par l'Éthiopie.

Les points de discussion de l'OUA sont axés sur : la cessation des hostilités; la démarcation des frontières dans un délai de 6 mois; une enquête sur les événements de juillet-août 1997 et du 6 mai, en vue de déterminer les origines du conflit, et la démilitarisation des zones frontalières ainsi que l'engagement à traiter de l'impact de la crise sur la population civile, en particulier les personnes déplacées. En outre, le Comité a estimé que 'les forces armées se trouvant présentement à Badme devraient être redéployées comme une marque de bonne volonté' et comme 'un remède à l'humiliation' que l'Éthiopie se lamente d'avoir subie dans les affrontements qui se sont produits en mai.

L'Érythrée s'est félicitée des efforts en cours de l'OUA et a considéré que la réunion de Ouagadougou a été positive dans la mesure où elle a été un cadre ayant permis une meilleure compréhension de toutes les questions pertinentes. Le fait que le Comité a reconnu que le conflit n'a pas commencé en mai 1998, mais qu'il remonte à juillet 1997, et qu'il a demandé une enquête sur ces événements est significatif, car cela participe du cadre pour un règlement pacifique.

Le Président Isaias Afeworki a soumis les points suivants – qui ont été largement discutés avec le Comité de l'OUA – que l'Érythrée a estimé devoir être pris en compte afin de fournir une base saine pour un règlement pacifique et durable du conflit frontalier.

1. L'Érythrée a toujours estimé que le conflit entre l'Érythrée et l'Éthiopie est un différend frontalier qui doit être réglé par le respect scrupuleux des frontières coloniales érythréennes héritées de l'Italie. À cet égard, je souligne que l'Éthiopie a violé, de façon

/...



flagrante, ce principe cardinal en perpétrant un acte d'agression à deux niveaux : i) sa publication d'une nouvelle carte en octobre 1997, qui incorpore illégalement de larges parties du territoire érythréen; et ii) ses actes militaires en vue de créer des faits sur le terrain à l'effet d'incorporer les territoires qu'elle revendique sur sa carte illégale; la première manifestation patente de ces actes d'agression a été l'occupation d'Adi Murug et les incursions dans la zone de Badme en juillet 1997.

En outre, l'Éthiopie n'a démontré aucune intention d'accepter et de respecter les frontières coloniales de l'Érythrée. Mais une solution pacifique et durable requiert que l'Éthiopie renonce à ses revendications illégales sur l'Érythrée et déclare, sans équivoque, qu'elle respecte les frontières coloniales entre les deux pays, telles qu'elles ont été délimitées par les Traités de 1900, 1902 et 1908. Ce sont ces mêmes frontières qui ont constitué les frontières de l'Érythrée depuis lors. Un tel engagement sans équivoque, qui est, à la vérité, un préalable au travail technique de démarcation de la frontière entre les deux pays qui devra être entrepris promptement sous les auspices de l'Unité de cartographie des Nations Unies, doit être reflété clairement dans les principes qui sous-tendent un règlement pacifique du conflit. J'exhorte Vos Excellences à veiller à ce qu'il soit donné à cet élément fondamental le poids qu'il mérite, car sans cela il ne peut y avoir de solution pacifique.

2. Un autre principe cardinal auquel doivent s'attacher les deux parties, c'est le rejet du recours à la force pour résoudre le différend frontalier. À cet égard, je dois réitérer que c'est l'Éthiopie qui, à plusieurs reprises, a recouru à la force. Cela est vrai non seulement des événements de juillet 1997 mais aussi des événements du 6 mai 1998. C'est la raison pour laquelle l'Érythrée demande depuis le début une enquête sur ces événements. Quant à l'Éthiopie, non seulement elle a commis ces actes d'agression, mais continue de déclarer publiquement son désir de recourir à la force pour imposer une solution comme en témoignent la résolution adoptée par son parlement le 13 mai 1998 ainsi que les déclarations réitérées par la suite.

Dans ce contexte, je tiens à réaffirmer devant vous, Excellences, l'engagement de l'Érythrée à une cessation des hostilités. Je vous exhorte à amener l'autre partie à prendre le même engagement. Même si nous ne pouvons résoudre toutes les questions en suspens à la fois à ce Sommet, nous devrions au moins sortir de cette réunion avec la signature d'un accord sur la cessation des hostilités.

3. La cessation des hostilités est, sans nul doute, une condition suffisante pour le déploiement d'une force d'observateurs et pour une prompte démarcation des frontières. Si l'on convient que 'pour déterminer les origines du conflit', une enquête doit être menée sur les événements de juillet-août 1997 et du 6 mai 1998, alors toute affirmation qui préjuge des 'origines du conflit' ne peut se justifier. S'il s'agit d'une question de bonne volonté, alors ce sont

/...

les deux parties qui doivent être interpellées. La même logique s'applique à la question de l'administration'. De toute évidence, aucune nation souveraine ne peut accepter l'administration de son propre territoire par un pays étranger. Je vous exhorte, Excellences, à veiller à ce que ces points fondamentaux soient incorporés.

4. Bien que je ne veuille pas m'étendre sur des questions qui sont sans rapport avec le différend frontalier – si importantes soient-elles en elles-mêmes – je me dois, néanmoins, de dire que la détention et la déportation de civils innocents du fait de leur nationalité se font uniquement par l'Éthiopie. La justice commande que les appels du Sommet soient lancés uniquement à la partie coupable.

Ministère des affaires étrangères

Asmara, le 9 novembre 1998"

Appendice V

La lettre adressée par le Premier Ministre Meles Zenawi de l'Éthiopie au Président en exercice de l'OUA, S. E. Blaise Compaoré, Président du Burkina Faso, se lit comme suit :

"Excellence et cher collègue,

Permettez-moi de vous renouveler mes remerciements, à vous et à vos pairs au sein de la Délégation de haut niveau de l'OUA, pour vos efforts inlassables en vue de résoudre le différend entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Je ne doute pas que Votre Excellence se rappelle que, lors de notre Sommet à Ouagadougou, j'avais sollicité certains éclaircissements sur les paragraphes 3 et 4 de la proposition de paix. Il est également à noter que la Délégation de haut niveau a souligné dans ses éclaircissements que, s'agissant du paragraphe 3, les forces érythréennes doivent se retirer de tous les territoires frontaliers éthiopiens qu'elles occupent depuis le 6 mai 1998. Je voudrais aussi rappeler la confirmation qui m'a été faite par la Délégation de haut niveau, en clarifiant le paragraphe 4 de la proposition de paix, que l'administration civile éthiopienne qui sera réinstallée dans ces zones aura la responsabilité du maintien de l'ordre public et qu'à cette fin, elle disposera de tous les organes nécessaires au maintien de l'ordre public à l'exclusion de l'armée. Le groupe d'observateurs, ainsi qu'il m'a été confirmé par la Délégation de haut niveau, assistera l'administration civile dans le maintien de l'ordre public, conformément à la requête que pourrait lui adresser l'administration civile.

S. E. M. Blaise Compaoré  
Président du Burkina Faso  
Ouagadougou

Ampliation : S. E. El Hadj Hassan Gouled Aptidon  
Président de la République de Djibouti  
Djibouti

S. E. M. Robert Gabriel Mugabe  
Président de la République de Zimbabwe  
Harare

S. E. M. Salim Ahmed Salim  
Secrétaire général de l'OUA  
Addis-Abeba

/...

Votre Excellence se rappellera sans doute qu'à la suite des éclaircissements sollicités, j'avais déclaré à la Délégation de haut niveau que j'acceptais provisoirement la proposition de paix telle qu'elle m'a été clarifiée par la délégation. J'avais également indiqué que je transmettrais, après consultation de mes collègues, l'acceptation formelle et officielle du Gouvernement d'Éthiopie. À cet égard, j'ai le grand plaisir de vous informer que le Gouvernement éthiopien a maintenant accepté formellement et officiellement la proposition de paix de la Délégation de haut niveau telle qu'elle a été clarifiée lors de notre réunion de Ouagadougou.

Je vous saurais gré, Excellence, de communiquer cette réponse formelle et officielle du Gouvernement éthiopien à toutes les parties concernées.

Je vous prie d'agréer, Excellence et cher collègue, les assurances de ma très haute considération.

Le Premier Ministre

(Signé) Meles ZENAWI "

-----